



Assemblée générale

Distr. générale
5 novembre 2002

Original: français

Cinquante-septième session

Points 22 e) et 67 c) de l'ordre du jour

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et les organisations régionales ou autres :
coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et la Communauté économique des États d'Afrique centrale**

**Examen et application du Document de clôture
de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
mesures de confiance à l'échelon régional :
activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies
chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

Lettre datée du 25 octobre 2002, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué publié à l'issue de la réunion du 23 octobre 2002 des ministres et chefs de délégation de la CEEAC et du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (voir annexe).

Je vous saurais gré de faire distribuer ce texte en tant que document de l'Assemblée générale au titre des points 22 e) et 67 c) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Basile **Ikouebe**



**Annexe à la lettre datée du 25 octobre 2002,
adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres
et chefs de délégation des États membres
de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale
et du Comité consultatif permanent des Nations Unies
chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

New York, le 23 octobre 2002

1. Les ministres et chefs de délégation de l'Afrique centrale présents à New York à l'occasion de la séance publique du Conseil de sécurité organisée à l'initiative et sous la présidence du Cameroun sur le thème « Le renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et l'Afrique centrale en matière de maintien de la paix et de la sécurité » se sont réunis ce jour, 23 octobre 2002, dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Comité consultatif permanent.
2. Les ministres et chefs de délégation ont adressé à la République du Cameroun leurs vives félicitations pour son initiative et son intérêt pour les questions de maintien de la paix et de la sécurité en Afrique centrale.
3. Ils ont procédé à l'examen exhaustif de la situation géopolitique et de sécurité de la sous-région.
4. Ils se sont félicités des évolutions positives survenues dans la sous-région. À cet effet, ils ont réaffirmé leur engagement de rendre irréversibles les processus de retour à la paix en cours et à tout mettre en oeuvre pour consolider la paix.
5. Les ministres se sont ensuite félicités de la tenue des débats du Conseil de sécurité sur l'Afrique centrale qui a permis un échange de vues constructif sur la situation de la sous-région dans les domaines de la paix, de la sécurité et de l'intégration économique.
6. Ils ont pris note avec beaucoup d'intérêt des observations et recommandations faites au cours du débat. Ils ont notamment apprécié l'engagement des membres du Conseil de sécurité et des différents partenaires multilatéraux et bilatéraux à aider l'Afrique centrale à renforcer ses capacités en matière de maintien de la paix, de la sécurité et de la reconstruction.
7. Ils se sont engagés au nom de leurs gouvernements respectifs à mettre en oeuvre les conclusions de ces débats et notamment à renforcer tous les mécanismes existants d'une diplomatie préventive et à assurer une sécurité collective.
8. Ils ont renouvelé leur foi en une Afrique centrale unie, solidaire, forte et prospère et leur volonté de faire de la sous-région un maillon essentiel de l'intégration africaine.
9. Les ministres et chefs de délégation ont convenu de procéder à l'évaluation de la mise en oeuvre des conclusions et recommandations du débat du Conseil de sécurité à l'occasion de la dix-neuvième réunion ministérielle du Comité consultatif prévue à Bangui en 2003.